

REÇU LE

4 SEP. 2017

DDTM 33
Service Eau et Biodiversité

→ VOF lettre pour ARTE
→ GE. Fait
5/09

Service émetteur : Délégation territoriale
d'Ille-et-Vilaine

Pôle Santé-Environnement

Affaire suivie par : Marie-Agnès PILARD
Courriel : ars-dt35-sante-environnement@ars.sante.fr

Téléphone : 02 99 33 34 34
Télécopie : 02 99 33 34 19

Réf : 2017-08-21-0507 AEPDIV/MAP
PJ :

Date : 31 AOUT 2017

Objet : Aqueduc Vilaine-Atlantique - Autorisation environnementale unique loi sur l'eau

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer
Service Eau et Biodiversité
Pôle « Police de l'Eau de la Protection des
Milieux Aquatiques »
12 rue Maurice Fabre
CS 23167
35 031 RENNES CEDEX

A l'attention de Gwenaëlle CARIOU

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 26 juillet 2017, vous m'avez transmis pour consultation et avis dans le cadre de la procédure d'autorisation unique loi sur l'eau, un dossier présenté par le Syndicat mixte de gestion pour l'approvisionnement en eau potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG35 - Eau) relatif à la réalisation de la troisième tranche de travaux de l'aqueduc Vilaine-Atlantique entre les communes de Bain-sur-Oust et de Rennes.

Le projet concerne plus précisément la pose d'environ 59 km de canalisation sur le territoire de 15 communes (Bain-sur-Oust, Sixt-sur-Aff, Bruc-sur-Aff, Saint-Seglin, Maure-de-Bretagne, Bovel, La Chapelle-Bouëxic, Baulon, Goven, Bréal-sous-Montfort, Chavagne, Mordelles, Le Rheu, Vezin-le-Coquet, Rennes) ainsi que la création de 2 réservoirs de stockage de 5 000 m³ à Sixt-sur-Aff et Goven et de 2 stations de pompage à Sixt-sur-Aff et à Rennes.

A la lecture du dossier, il apparaît que le tracé de la canalisation n'intercepte aucun périmètre de protection.

Par ailleurs, la finalisation de cet aqueduc permettra le transfert d'eau potable entre les usines d'eau potable de Ferrel et de Rennes dans les deux sens. Ainsi, il sécurisera l'alimentation en eau potable d'une grande partie du département, notamment en période de sécheresse. Je note également que sa mise en place, en diminuant les temps de séjour, devrait contribuer à améliorer la qualité de l'eau distribuée vis-à-vis des sous-produits de chloration observée sur le territoire sud-ouest du département.

Au vu de ces éléments, j'émetts un avis favorable à ce dossier.

En complément, je souhaite vous informer qu'au-delà des dispositions prévues par le code de l'environnement, le SMG35 - Eau, en tant que maître d'ouvrage et personne responsable d'une distribution d'eau, devra se soumettre aux dispositions du code de la santé publique et notamment :

- à l'article L1321-4, en mettant en œuvre une surveillance de la qualité de l'eau distribuée, en se soumettant au contrôle sanitaire et en assurant la qualité de l'eau.

- à l'article R1321-49, en choisissant des matériaux et objet (canalisations, raccords, joints, revêtements...) conformes pour qu'ils ne soient pas à l'origine de dégradations de la qualité de l'eau d'ordre organoleptique, physico-chimique ou microbiologique ;
- à l'article R1321-56, en procédant au nettoyage, au rinçage et à la désinfection des installations à l'issue des travaux avant toute mise en service ;

Aussi, j'invite le SMG35 - Eau, destinataire de ce courrier en copie, à fournir à mes services en temps utile l'ensemble des informations nécessaires au suivi de l'installation (plan de récolement, localisation des d'interconnexions intermédiaires le long du tracé, procédure de nettoyage et de désinfection avec mention des produits utilisés et résultats des analyses prouvant l'efficacité du nettoyage, surveillance envisagée...).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

La directrice de la Délégation territoriale
d'Ille-et-Vilaine,

Nathalie LE FORMAL

Copie à : SMG35

Service émetteur : Délégation départementale
d'Ille-et-Vilaine

Pôle Santé-Environnement

Affaire suivie par : Sylvain PRUDHOMME &
Courriel : ars-dt35-sante-environnement@ars.sante.fr

Téléphone : 02 99 33 34 34

Télécopie : 02 99 33 34 19

Réf : 2017-10-19-589 AEPDIV/SYP

PJ :

Date : 18/10/2017

Objet : 3^{ème} tranche de travaux de l'aqueduc Vilaine-Atlantique – Déclaration d'utilité publique

Monsieur le Préfet

Direction de la Réglementation et
des Libertés Publiques

Bureau de l'Administration Générale et de
l'Utilité Publique

3, avenue de la Préfecture

35026 RENNES Cedex 9

Monsieur le Préfet,

Par courrier du 14 septembre 2017, vous avez sollicité l'avis de mes services dans le cadre de la déclaration d'utilité publique de la troisième tranche de travaux de l'aqueduc Vilaine-Atlantique, entre les communes de Bains-sur-Oust et de Rennes.

Ce projet, porté par le Syndicat mixte de gestion pour l'approvisionnement en eau potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG35 – Eau) et inscrit au schéma départemental de sécurisation en eau potable, concerne plus précisément la pose d'environ 59 km de canalisations sur le territoire de quinze communes (Bains-sur-Oust, Sixt-sur-Aff, Bruc-sur-Aff, Saint-Seglin, Maure-de-Bretagne, Bovel, La Chapelle-Bouexic, Baulon, Goven, Bréal-sous-Montfort, Chavagne, Mordelles, Le Rheu, Vezin-le-Coquet, Rennes) et la création de deux réservoirs de stockage de 5 000 m³ à Sixt-sur-Aff et à Goven et de deux stations de pompage à Sixt-sur-Aff et à Rennes.

A la lecture du dossier, il apparaît que le tracé de cette conduite n'intercepte aucun périmètre de protection.

Par ailleurs, la finalisation de cet aqueduc permettra le transfert d'eau potable entre les usines de production de Férel et de Rennes dans les deux sens. Ainsi, cette infrastructure sécurisera l'alimentation en eau potable d'une grande partie du département, notamment en période de sécheresse. Je note également que sa mise en place, en diminuant les temps de séjour, devrait contribuer à améliorer la qualité de l'eau distribuée vis-à-vis des sous-produits de chloration observés sur le secteur sud-ouest du département.

Au vu de ces éléments, j'émetts un avis favorable à ce dossier.

En complément, je souhaite vous informer que, dans le cadre de la réponse apportée le 31 août dernier par mes services sur le dossier de procédure d'autorisation unique « loi sur l'eau », le SMG35 - Eau a été invité, au titre du code de la santé publique, à fournir à mes services, en temps utile, l'ensemble des informations nécessaires au suivi de l'installation (plan de récolement, localisation des interconnexions intermédiaires le long du tracé, procédure de nettoyage et de désinfection avec mention des produits utilisés et résultats des analyses prouvant l'efficacité du nettoyage, surveillance envisagée...).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

La directrice de la délégation départementale
d'Ille-et-Vilaine,


Nathalie LE FORMAL

MUS BUI ANAE le 18/09
VDF

→ GC



SAGE Vilaine

Organisation locale de l'eau

REÇU LE

4-8 SEP. 2017

DDTM 35
Service Eau et Biodiversité

A La Roche Bernard, le 15 septembre 2017

Direction Départementale des Territoires
et de la Mer d'Île et Vilaine
Service Eau et Biodiversité
Le Morgat
12, rue Maurice Fabre
CS 23167
35031 RENNES Cedex

Objet : dossier cascade 35-2017-00202 relatif à l'Aqueduc Vilaine Atlantique – Bains sur Oust et Rennes
58 Km GOVEN porté par le SMG 35

REÇU LE

19 SEP. 2017

DDTM 35 - Service Eau et Biodiversité
GUICHET UNIQUE Police de l'eau

Monsieur le Directeur,

La Commission Permanente de la CLE, réunie le 12 septembre 2017 et conformément à la délégation qu'elle a reçue de la CLE, a examiné le dossier cité en objet.

Elle émet un avis favorable à ce dossier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de ma considération distinguée.

Le Président de la CLE du SAGE Vilaine
Pour le Président
Le Secrétaire

Jean-Pierre ARRONDEAU



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture

Direction des collectivités territoriales
et de la citoyenneté

Bureau de l'Urbanisme

**Aqueduc Vilaine Atlantique : projet de réalisation de la 3ème tranche
(Bains sur Oust – Rennes)**

**Mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes
de BOVEL, VAL D'ANAST (Maure de Bretagne) et VEZIN LE COQUET**

Articles L.153-49 à 59 et R. 153-13 à 17 du code de l'urbanisme.

Réunion d'examen conjoint du 21 novembre 2017

Compte-rendu

Participants :

- Syndicat mixte de Gestion pour l'approvisionnement en eau potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG 35) : M. Antoine DECONCHY
- Cabinet SAFEGE : M. Antoine MARTINEAU
- Val d'Anast : Mme Annie BROUILLARD, Service urbanisme
- Vezin le Coquet : M. Jean ROUDAUT, maire, et Mme Guylène LEFEUVRE, Service urbanisme
- CCI d'Ille-et-Vilaine : M. Yannick SALMON
- DDTM 35 : M. Eric FOURNEL - SEHCV
- Préfecture d'Ille-et-Vilaine : M. Jean-Michel CONAN, directeur de la DCTC et M. Joseph BELLAMY, Bureau urbanisme

Absents excusés :

- M. le Président du Syndicat mixte du SCoT Pays des Vallons de Vilaine
- M. le Directeur de l'ARS / DT 35

Absents :

- M. le Maire de Bovel
- M. le Président du Syndicat mixte du SCoT Pays de Rennes
- M. le Président de la CC Pays de Redon (SCoT)
- M. le Président de Rennes Métropole
- M. le Président du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine
- M. le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Métiers d'Ille-et-Vilaine
- M. le Directeur de la DREAL / Coprev
- M. le Directeur de la DRAC (UDAP 35)

3 avenue de la Préfecture – 35026 RENNES CEDEX 9
☎ 0821 80 30 35 – ☎ 02 99 02 10 15 – 🌐 www.bretagne.pref.gouv.fr

Nos Références : 2017_11_21_Aqueduc_Vilaine_Atlantique_MECDU_Bovel_Val-Anast_Vezin-Coquet_Examen_conjoint_CR.odt

I - PROJET:

1 - Enjeux

Le Syndicat Mixte de Gestion pour l'approvisionnement en Eau Potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG35) a pour missions principales la mise en jour du schéma départemental d'alimentation en eau potable du département. Il a également le rôle d'assistance technique à sa réalisation.

Le SMG35 a évalué l'évolution de la consommation en eau potable depuis 1994 en Ille-et-Vilaine.

Elle fait apparaître une hausse quasi-continue de la consommation en eau potable sur le département au cours des 20 dernières années. Un pic de consommation a été constaté sur les années 2003 à 2005, qui ont vu se succéder des sécheresses hivernales et des étiages sévères. Il a été suivi par une baisse en 2005-2007, observable surtout sur les consommateurs intermédiaires (agriculteurs, artisans) et sans doute liée à la mise en place des forages privés suite aux sécheresses de 2003-2005.

Depuis 2007, la consommation globale augmente, en lien avec l'augmentation de population sur l'Ille-et-Vilaine. En 8 ans, la consommation annuelle a ainsi augmenté d'environ 2,8 millions de m³, soit une augmentation de plus de 7%. De fortes hausses ont été observées en 2014 puis 2015, après plusieurs années d'augmentation plus faible.

En Ille-et-Vilaine, selon les secteurs, la **perspective de consommation d'eau potable à l'horizon 2030 dans le département tend vers une augmentation.**

De plus, les ressources en eau du département sont limitées et sensibles à la sécheresse. Les cours d'eau et barrages existants sont aujourd'hui quasiment exploités au maximum de leur potentiel. En absence de nappe de grande capacité, les ressources souterraines actuelles et futures - qui peuvent présenter un réel intérêt au niveau local - ne permettront pas non plus de dégager de volumes suffisants.

Ainsi, à la vue de cette augmentation constante de besoin en eau potable, il est primordial de sécuriser l'amenée d'eau potable en quantité suffisante en Ille-et-Vilaine.

2 - Objectifs

Le projet consiste à la mise en place d'une portion de canalisation transportant de l'eau potable entre les usines d'eau potable de Férél et de Villejean à Rennes (fonctionnement dans les 2 sens) afin de :

➤ **Sécuriser l'alimentation en eau potable, notamment en période de crise :** ceci concerne une grande partie du département d'Ille-et-Vilaine, grâce au réseau de canalisations d'interconnexion inscrites au schéma départemental, mais également la zone de desserte de l'usine de Férél, sur les départements de Loire-Atlantique et du Morbihan ;

➤ **Préserver la ressource en eau :** en conséquence du point précédent, l'interconnexion permettra d'assurer, particulièrement sur le département d'Ille-et-Vilaine, un meilleur respect des débits d'étiage et une meilleure gestion de la ressource en eau via les barrages, en maîtrisant les prélèvements dans les cours d'eau ;

➤ **Optimiser le fonctionnement des unités de production en eau existantes**

- L'usine de FEREL qui présente une capacité de production supérieure aux besoins réels en dehors des périodes de pointe estivales,
- L'usine de Villejean et plus généralement les usines de la Collectivité Eau du Bassin Rennais qui font face à une baisse des besoins en période estivale.

Cette connexion est déjà mentionnée comme étant à entreprendre dans le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable d'Ille-et-Vilaine depuis l'année 2000 pour faire face aux besoins futurs du bassin rennais.

En 2007, le projet est validé par l'Institut d'Aménagement de la Vilaine (IAV) et les Syndicats Départementaux du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine en 3 phases.

Depuis 2013, 2 des 3 phases ont été réalisées : la 3ème tranche correspond à la liaison Sixt-sur-Aff - Rennes.

Le projet est rappelé dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vilaine de 2015.

La délibération du 10 mars 2016 du comité syndical du SMG35 porte sur la réalisation de la dernière tranche du projet entre Sixt-sur-Aff et Rennes avec une signature des marchés de travaux en 2019.

A noter que le projet concerne 3 départements : Morbihan, Loire-Atlantique et Ile-et-Vilaine. Il fonctionnera dans les 2 sens (suivant les disponibilités et besoins de chaque secteur) et sécurisera ainsi l'alimentation en eau potable d'environ 2 millions de personnes.

Ainsi, la 3ème tranche correspond à la réalisation des ouvrages suivants :

- La pose d'environ 59 kms de canalisations de diamètre DN 700 et DN 600, depuis le lieu-dit la Clôture à Bains-sur-Oust jusqu'à l'usine de Villejean à Rennes ;
- La création sur le tracé de 2*2 réservoirs de stockage de 2.500 m3 chacun à Sixt-sur-Aff et Goven ;
- La création de 2 stations de pompage : une associée au site de stockage de Sixt-sur-Aff et une à l'usine de Villejean, pour le fonctionnement en retour vers l'usine de Férel.

Le tracé traverse 15 communes dont Bovel, Val d'Anast (Maure de Bretagne) et Vezin le Coquet.

II - MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME DES COMMUNES CONCERNEES

- **Bovel (PLU approuvé le 26 septembre 2013)**

Propositions de modification :

L'analyse des règlements des différentes zones du PLU et de la note liminaire a **mis en évidence certaines incompatibilités** concernant les zones A, N et le passage en zones humides dont les règlements ne permettent pas la mise en place de la canalisation en raison notamment de **la nature des travaux autorisées sur le secteur et ce type de milieu.**

Dans l'objectif d'assurer la mise en oeuvre du projet en cohérence avec le PLU, **il est proposé de procéder à une modification de la note liminaire et des règlements N et A.** Cette modification permettra la réalisation du présent projet.

- **Val d'Anast ex-commune de Maure de Bretagne (PLU approuvé le 23 septembre 2013)**

Propositions de modification :

L'analyse du règlement du PLU a **mis en évidence une incompatibilité** concernant le passage en zones humides dont la règle énoncée par la note liminaire ne permet pas la mise en place de la canalisation en raison notamment de **la nature des travaux autorisées sur ce type de milieu.**

Dans l'objectif d'assurer la mise en oeuvre du projet en cohérence avec le PLU, **il est proposé de procéder à une modification de la note liminaire.** Cette modification permettra la réalisation du présent projet.

- **Vezin le Coquet (PLU approuvé le 23 septembre 2013)**

Propositions de modification :

L'analyse des règlements des différentes zones du PLU a **mis en évidence une incompatibilité** concernant le passage en zones humides dont la règle énoncée par la disposition générale précédemment citée ne permet pas la mise en place de la canalisation en raison notamment de **la nature des travaux autorisées sur le secteur et ce type de milieu.**

Dans l'objectif d'assurer la mise en oeuvre du projet en cohérence avec le PLU, **il est proposé de procéder à une modification de la disposition générale relative aux zones humides.** Cette modification permettra la réalisation du présent projet.

Le plan d'ensemble du réseau d'eau potable devra être mis à jour en prenant en compte le tracé de la canalisation d'eau potable Aqueduc Vilaine-Atlantique.

Par ailleurs, ces Mecdus sont en principe concernées par une procédure dite "au cas par cas" (article R.104-8 1° du code de l'urbanisme) afin que l'Autorité environnementale - Ae - détermine si le dossier est soumis ou non à évaluation environnementale.

Toutefois, le dossier comporte une étude d'impact avec évaluation environnementale des 3 Mecdus (Bovel, Val d'Anast - Maure de Bretagne - et Vezin le Coquet) car, avant la dernière réforme du Code de l'Environnement, ce type de projet était systématiquement soumis à étude d'impact.

Dans ce cadre, le préfet a saisi l'Ae pour avis le 9 octobre 2017 : la MRAe ayant accusé réception du dossier au 11 octobre 2017, elle dispose d'un délai de 3 mois, soit jusqu'au 10 janvier 2018, pour émettre son avis.

Cet avis, ou l'information sur l'absence d'avis signifiant que l'Ae est réputée n'avoir aucune observation à formuler, devra être joint au dossier mis à l'enquête publique.

III - AVIS DES PARTICIPANTS A LA REUNION D'EXAMEN CONJOINT :

M. Deconchy (SMG 35) précise que la rédaction de la modification des règlements des PLU concernés a été conçue de façon à limiter les travaux possibles à la seule réalisation de l'aqueduc.

M. Roudaut, maire de Vezin le Coquet, indique que la canalisation passe dans des propriétés privées et qu'il est possible que certains propriétaires aient des réticences.

Il demande si la ZAC de Vezin le Coquet a bien été prise en compte pour établir le tracé : M. Deconchy confirme ce point.

Par ailleurs, il souligne que cette réalisation sera à prendre en compte, dans le cadre de l'élaboration du PLUi, pour déterminer les zones à passer en UE.

S'agissant de Val d'Anast, Mme Brouillard indique que la commune n'a pas d'observations à formuler.

M. Salmon (CCI d'Ille-et-Vilaine) n'a pas d'observations sur le fond au regard du caractère d'utilité publique du projet. Il s'interroge sur l'incidence éventuelle des travaux et des servitudes sur certaines activités économiques, en citant par exemple un garage automobile à Val d'Anast - Maure de Bretagne, le Golf de la Freslonnière et la zone d'activités au Rheu.

M. Deconchy précise que les travaux seront soit sur le domaine public, soit sur des parcelles agricoles : il n'y en aura pas dans l'enceinte d'entreprises. En ce qui concerne la situation particulière du Golf de la Freslonnière, le tracé a été décalé afin qu'il passe sous une ligne électrique existante.

Quant à la phase travaux, dont le début est prévu fin 2019 pour une durée d'une année, la nécessité de barrer des routes sera très ponctuelle.

M. Fournel (DDTM) considère qu'il s'agit de simples ajustements formels du règlement des 3 PLU.

Il signale que le passage de la canalisation est prévue sur deux emplacements réservés : communes de Rennes (emplacement réservé n°135 pour aménagement d'un carrefour giratoire) et du Rheu (emplacement réservé n°3 pour l'extension du domaine de l'INRA). Toutefois, la canalisation étant enterrée, le projet est compatible et ne remet pas en cause la nature des emplacements réservés.

En termes de procédure, à l'issue de l'enquête publique "DUP valant Mecdus", l'avis des collectivités compétentes en matière de PLU (communes pour Bovel et Val d'Anast, Rennes Métropole pour Vezin le Coquet) sera sollicité avant la prise de l'arrêté préfectoral : c'est sur la base de cet arrêté que la mise à jour des PLU pourra intervenir par arrêté du maire ou du président de Rennes Métropole.

M. Fournel demande des précisions pour la mise à jour des PLU au titre des servitudes, notamment sur la date de leur effectivité (à la mise en service de la canalisation ?).

MM. Deconchy et Martineau indiquent que la pose des canalisations est prévue en partie en terrain privé. Des conventions de servitude seront établies avec chaque propriétaire, autant que possible sous forme amiable.

A défaut d'accord amiable, l'article L.152-1 du Code Rural confère au profit des établissements publics le droit d'établir à demeure une servitude pour des canalisations souterraines (3 mètres de part et d'autre de la canalisation), dans les terrains privés non bâtis : le dossier mis à l'enquête publique portera également sur ce point.

A l'issue des travaux, la servitude A5 sera donc à annexer dans tous les PLU des communes traversées par un arrêté de mise à jour (pris par la collectivité compétente en matière de PLU).

IV - AVIS TRANSMIS PAR COURRIER à la suite de l'invitation à la réunion PPA adressée par courrier du 23 octobre 2017

Personne publique associée	Avis
ARS – DT 35 (courrier 31 octobre 2017)	<p>L'implantation prévue se situe en dehors de périmètres de protection de captages destinés à l'adduction d'eau potable. Les terrains concernés sont en zone agricole.</p> <p>Ce projet, inscrit au schéma départemental de sécurisation en eau potable, permettra le transfert d'eau entre les usines de production de Férel et de Rennes dans les deux sens. Ainsi, cette infrastructure sécurisera l'alimentation en eau potable d'une grande partie du département, notamment en période de sécheresse. Compte tenu de son importance stratégique, les annexes du document d'urbanisme relatives aux servitudes d'utilité publique et aux schémas des réseaux d'eau devront en conséquence en faire mention.</p> <p>Concernant la phase de chantier, des actions de prévention devront être prévues afin d'éviter les nuisances sonores éventuelles pour le voisinage, la production de poussière ainsi que tout écoulement accidentel de produits polluants, l'ensemble étant associé à une gestion irréprochable des déchets.</p>
Syndicat mixte du SCoT Pays des Vallons de Vilaine (courriel 20 novembre 2017)	Pas d'observations.

Pour le préfet, et par délégation,
Le Directeur des collectivités territoriales
et de la citoyenneté

Jean-Michel CONAN